

# Pour une politique de souveraineté européenne du numérique

## Déclaration du groupe Associations

À l'heure où nous prônons la modération de la consommation énergétique et où nous vivons à crédit de la planète dès le mois d'août, nous sommes en droit de questionner le développement du tout numérique. Car la dématérialisation n'entraîne pas moins de consommation... au contraire. Ordinateurs, *data center*, réseaux... engloutissent près de 10 % de la consommation mondiale d'électricité. Google a une intensité énergétique à peu près équivalente à celle de la ville de San Francisco !

Le modèle de développement actuel n'est pas soutenable. Mais comment réguler une marche en avant si rapide et si massive ? Il faut pour cela penser un nouveau modèle et l'essayer. Seul l'échelon européen est pertinent et capable de le faire. L'Europe cherche un moyen de réenchanter son projet, de se reconnecter aux citoyens ? Agir sur un outil incontournable que nous utilisons presque tous, presque tous les jours, est certainement le meilleur des moyens.

Le numérique a transformé les modes de vie, les relations humaines, les services, les relations sociales au travail, et même l'engagement citoyen... tous les champs relationnels sont, depuis vingt ans, bousculés par l'expansion du numérique.

Enfin... pas pour tout le monde, puisqu'aujourd'hui de très nombreux territoires en sont encore exclus du fait de la fracture numérique territoriale ; et de nombreux citoyens sont victime d'un nouvel handicap : l'illectronisme.

La révolution numérique est allée plus vite que le droit, il faut donc que l'Europe redéfinisse les règles afin de protéger les citoyens des nombreux risques qui sont énumérés de manière lucide dans ce projet d'avis.

La souveraineté européenne que nous appelons de nos vœux doit permettre d'avoir une politique, une stratégie et une culture européennes du numérique. N'ayons pas peur de vouloir être différents. La politique européenne pourrait se démarquer en étant inclusive, en régulant ce qui a à l'être, en accompagnant les personnes exclues de l'usage numérique, et en n'étant pas seulement tournée vers une compétition économique effrénée dans laquelle

s'affrontent des colosses aux pieds d'argile. Le groupe des associations remercie d'ailleurs la section des affaires européennes et internationales d'avoir intégré aux propositions de ce projet d'avis l'importance que l'Europe, comme nos pays, soutiennent davantage celles et ceux, souvent des associations, qui accompagnent les plus éloignés dans leur appropriation du numérique du quotidien.

La culture européenne du numérique pourrait être celle qui promeut l'utilisation de logiciels libres, un Internet de l'entraide et du partage... et qui sait maîtriser la force du big data, car les enjeux stratégiques sont immenses. Les excès observés dans les pays dominant le secteur doivent nous alerter sur les données des citoyens européens que nous laissons aujourd'hui sciemment à la disposition de pays économiquement concurrents et aux attitudes parfois douteuses.

Le développement des nouvelles technologies est un moyen incontestable de faciliter le quotidien et peut effectivement être une source de confort et de progrès. Il nous faut pour cela savoir prendre les mesures nécessaires pour garantir les droits et libertés, et pour éviter les dérives. Avoir une politique du numérique européenne forte est aujourd'hui une nécessité. C'est ce que propose ce projet d'avis.

C'est pourquoi le groupe des associations a voté cet avis.